

Le Maire de la Commune de Laize-Clinchamps,

Vu la loi 82.213 du 2 mars 1982, modifiée par la loi 82.623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles R.44, R.225 et R.227 du Code de la Route,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière établie en application de l'arrêté du 24 novembre 1967,

Vu les arrêtés subséquents portant sur la modification ou la révision des parties 1 à 8 du livre I de l'instruction susvisée, notamment l'arrêté du 16 février 1988,

Considérant la demande d'arrêté temporaire de l'entreprise EIFFAGE ROUTE IDFCO sise à SAINT-JEAN-DE-DAYE (50650) ;

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et des biens et en raison des travaux de réfection de tranchée sur voirie et trottoirs en enrobée faisant suite aux travaux de renouvellement du réseau électrique HTA sur la commune de LAIZE-CLINCHAMPS, programmés par ENEDIS ;

ARRETE

Article 1 : A compter du 16 juillet 2024 et pendant la durée des travaux, l'entreprise EIFFAGE ROUTE IDFCO est autorisée à réglementer la circulation. La circulation sera alternée, de l'entrée d'agglomération Laize-la-Ville, rue du Pont du Coudray à la rue des Paugers à Laize-la-Ville

La circulation sera interdite, route barrée sauf riverains et services, rue des Paugers et rue des Sources, à Laize-la-Ville, pendant l'intervention de l'entreprise.

Article 2 : Il sera interdit de stationner dans l'emprise du chantier pendant la durée des travaux.

Article 3 : Les dispositions visées à l'article précédent seront portées à la connaissance des usagers par la signalisation réglementaire qui sera mise en place et entretenue par l'entreprise STURNO. **Le droit des riverains, l'accès aux propriétés et l'accès aux véhicules de service devront être maintenus.**

ARTICLE 4 : L'entreprise suscitée devra s'assurer de rendre propre l'utilisation de la voie. Toute dégradation devra être signalée à l'autorité compétente. A défaut, la remise en état sera effectuée aux frais de l'entreprise.

ARTICLE 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- la brigade de Gendarmerie de Bretteville-sur-Laize,
- le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados,
- l'Agence Routière Départementale du Calvados,
- SMICTOM de la Bruyère,
- Service des transports Nomad Car,
- l'entreprise EIFFAGE ROUTE IDFCO,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à Laize-Clinchamps, le 11 juillet 2024
Le Maire, Dominique ROSE

